

Table des matières

DROIT DU TRAVAIL

Constitution et droits fondamentaux

17 octobre 1868. – CONSTITUTION coordonnée du Grand-Duché de Luxembourg (<i>Mémorial A n° 23, 22 octobre 1868</i>)	2
12 décembre 2007. – CHARTE des droits fondamentaux de l'Union européenne (<i>J.O. C 303, 14 décembre 2007</i>)	3
25 mars 1957. – TRAITÉ sur le fonctionnement de l'Union européenne (Traité de Rome) – Version consolidée (<i>J.O. C 202, 7 juin 2016; Rect. J.O. C 400, 28 octobre 2016</i>)	4
4 novembre 1950. – CONVENTION de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (telle qu'amendée par les protocoles n ^{os} 11 et 14)	6

Bases contractuelles

17 juin 2008. – RÈGLEMENT (CE) n° 593/2008 du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations contractuelles (Rome I) (<i>J.O. L 177, 4 juillet 2008; Rect. J.O. L 309, 24 novembre 2009</i>)	7
15 mars 1803. – CODE civil	9
12 avril 1803. – LOI du 22 germinal an XI – Manufactures, fabriques et ateliers	12

Code du travail et relation de travail

31 juillet 2006. – CODE du travail (<i>Mémorial A n° 149, 29 août 2006</i>)	14
11 juillet 1989. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant application des dispositions 5, 8, 34 et 41 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail (<i>Mémorial A n° 50, 19 juillet 1989</i>)	257
31 juillet 2006. – LOI portant introduction d'un Code du travail (<i>Mémorial A n° 149, 29 août 2006</i>)	258
13 mai 2008. – LOI portant introduction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé et modifiant: 1. Le Code du travail; 2. le Code des assurances sociales; 3. la loi modifiée du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension; 4. la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective; 5. le chapitre VI du Titre I de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 6. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 7. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État (<i>Mémorial A n° 60, 15 mai 2008</i>)	260

Actionnariat salarié

10 août 1915. – LOI concernant les sociétés commerciales (<i>Mémorial A n° 90, 30 octobre 1915</i>)	264
---	-----

Accès au marché du travail

Libre circulation des travailleurs

Droit international

25 mars 1957. – TRAITÉ sur le fonctionnement de l'Union européenne (Traité de Rome) – Version consolidée (<i>J.O. C 202, 7 juin 2016; Rect. J.O. C 400, 28 octobre 2016</i>)	267
2 mai 1992. – ACCORD sur l'Espace économique européen, protocoles, acte final et annexes signés à Porto, approuvés par la loi du 18 mars 1993	268
14 septembre 1993. – LOI portant approbation de l'Accord sur l'Espace économique européen (E.E.E.), signé à Porto, le 2 mai 1992, et du Protocole portant adaptation de l'Accord sur l'Espace économique européen, signé à Bruxelles, le 17 mars 1993 (<i>Mémorial A n° 77, 22 septembre 1993; Rect. Mémorial A n° 84, 14 octobre 1993</i>)	269
5 avril 2011. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 492/2011 du Parlement européen et du Conseil relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union. Texte codifié (<i>J.O. L 141, 27 mai 2011</i>)	270

Lois

29 août 2008. – LOI – Texte coordonné de la loi du 29 août 2008 1) portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration; 2) modifiant la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, le Code du travail, le Code pénal; 3) abrogeant la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, la loi du 26 juin 1953 portant fixation des taxes à percevoir en matière de cartes d'identité pour étrangers, la loi du 28 octobre 1920 destinée à endiguer l'affluence exagérée d'étrangers sur le territoire du Grand-Duché (<i>Mémorial A n° 138, 10 septembre 2008</i>)	273
--	-----

Règlements d'exécution

5 septembre 2008. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant exécution de certaines dispositions relatives aux formalités administratives prévues par la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration (<i>Mémorial A n° 80, 26 avril 2012</i>)	289
5 septembre 2008. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL relatif à la composition et au fonctionnement 1. de la commission consultative des étrangers; 2. de la commission consultative pour travailleurs salariés; 3. de la commission consultative pour travailleurs indépendants (<i>Mémorial A n° 138, 10 septembre 2008</i>)	293
5 septembre 2008. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL relatif à l'exercice d'une activité salariée par un étudiant, tel que prévu par la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration (<i>Mémorial A n° 138, 10 septembre 2008</i>)	294

5 septembre 2008. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant sur l'attestation de prise en charge en faveur d'un étranger prévue à l'article 4 de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration (<i>Mémorial A n° 138, 10 septembre 2008</i>)	294
5 septembre 2008. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL définissant les critères de ressources et de logement prévus par la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration (<i>Mémorial A n° 138, 10 septembre 2008</i>)	295
5 septembre 2008. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les conditions et modalités relatives à la délivrance d'une autorisation de séjour en tant que travailleur salarié (<i>Mémorial A n° 138, 10 septembre 2008</i>) ..	297
26 septembre 2008. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant création des traitements de données à caractère personnel nécessaires à l'exécution de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration et déterminant les données à caractère personnel auxquelles le ministre ayant l'immigration dans ses attributions peut accéder aux fins d'effectuer les contrôles prévus par la loi (<i>Mémorial A n° 145, 29 septembre 2008</i>)	297
15 décembre 2021. – RÈGLEMENT MINISTÉRIEL fixant le salaire annuel brut moyen au titre du règlement grand-ducal modifié du 26 septembre 2008 déterminant le niveau de rémunération minimal pour un travailleur hautement qualifié en exécution de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration. (<i>Mémorial A n° 887, 20 décembre 2021</i>)	299
14 novembre 2008. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant les modalités d'octroi de l'agrément pour les organismes de recherche visés à l'article 65, paragraphe (4), de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration (<i>Mémorial A n° 183, 12 décembre 2008</i>)	299
3 février 2009. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL relatif au contrôle médical des étrangers (<i>Mémorial A n° 16, 10 février 2009</i>)	299
5 mars 2014. – RÈGLEMENT MINISTÉRIEL fixant le salaire annuel brut moyen au titre du règlement grand-ducal modifié du 26 septembre 2008 déterminant le niveau de rémunération minimal pour un travailleur hautement qualifié en exécution de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration. (<i>Mémorial A n° 34, 17 mars 2014</i>)	300
22 mai 2015. – ARRÊTÉ DU GOUVERNEMENT EN CONSEIL portant fixation du seuil salarial minimal pour l'obtention de la carte bleue européenne pour certaines professions selon les classifications CITP08. (<i>Mémorial A n° 94, 2 juin 2015</i>)	301
8 mars 2017. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL relatif à la composition et au fonctionnement de la commission consultative prévue à l'article 149 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration (<i>Mémorial A n° 299, 20 mars 2017</i>)	301
5 décembre 2017. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL définissant les secteurs de l'économie éligibles pour les investisseurs visés par l'article 53bis, paragraphe 1 ^{er} , points 1 ^o et 2 ^o de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration. (<i>Mémorial A n° 1110, 21 décembre 2017</i>)	301

Corps consulaire

24 avril 1963. – CONVENTION de Vienne sur les relations consulaires; Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends; Protocole de signature facultative concernant l'acquisition de la nationalité	302
---	-----

Réfugiés

28 juillet 1951. – CONVENTION internationale relative au statut des réfugiés et annexes	303
18 décembre 2015. – LOI 1. relative à la protection internationale et à la protection temporaire; 2. modifiant – la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, – la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, – la loi du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention; 3. abrogeant la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection (<i>Mémorial A n° 255, 28 décembre 2015</i>)	303
18 décembre 2015. – LOI relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat (<i>Mémorial A n° 255, 28 décembre 2015</i>)	304

Casier judiciaire

29 mars 2013. – LOI relative à l'organisation du casier judiciaire et aux échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres de l'Union européenne et modifiant: 1) le Code d'instruction criminelle; 2) le Code pénal; 3) la loi modifiée du 13 juillet 1949 ayant pour objet de majorer certains droits d'enregistrement et de timbre et des taxes diverses; 4) la loi modifiée du 12 janvier 1955 portant amnistie de certains faits punissables et commutation de certaines peines en matière d'attentat contre la sûreté extérieure de l'Etat ou de concours à des mesures de dépossession prises par l'ennemi et instituant des mesures de clémence en matière d'épuration administrative; 5) la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire (<i>Mémorial A n° 85, 6 mai 2013</i>)	306
--	-----

Congés

Congé annuel

26 juillet 1966. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL pris en exécution de l'article 4 alinéa 6 de la loi du 22 avril 1966 portant réglementation uniforme du congé annuel payé des salariés du secteur privé (<i>Mémorial A n° 41, 6 août 1966</i>)	309
22 avril 1968. – RÈGLEMENT MINISTÉRIEL portant création d'un Conseil national des loisirs et des vacances des travailleurs (<i>Mémorial A n° 22, 18 mai 1968</i>)	309
24 juin 1970. – CONVENTION n° 132 concernant les congés annuels payés (révisée en 1970)	310
16 juin 1976. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant les congés payés du personnel occupé dans les entreprises à caractère saisonnier (<i>Mémorial A n° 35, 1^{er} juillet 1976</i>)	312

28 janvier 1976. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant les congés payés du personnel occupé dans l'agriculture et la viticulture (*Mémorial A n° 4, 31 janvier 1976*)... 312

Congés spéciaux

Congé-éducation

4 octobre 1973. – LOI concernant l'institution d'un congé-jeunesse (*Mémorial A n° 54, 9 août 1989*) 313

4 juillet 2008. – LOI sur la jeunesse (*Mémorial A n° 109, 25 juillet 2008*)..... 314

11 novembre 2008. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant les modalités d'application du congé-jeunesse (*Mémorial A n° 170, 25 novembre 2008*) 314

Congé sportif

3 août 2005. – LOI concernant le sport et portant
a) modification de la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de service des employés privés;
b) modification du code des assurances sociales;
c) dérogation aux articles 5 et 9 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail (*Mémorial A n° 131, 17 août 2005*)..... 316

30 avril 1991. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL – Texte coordonné du règlement grand-ducal modifié du 30 avril 1991 concernant l'octroi d'un congé sportif (*Mémorial A n° 28, 10 mai 1991*)..... 317

Congé pour les volontaires

27 mars 2018. – LOI portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours, modifiant 1. la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques; 2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 3. la loi modifiée du 16 avril 1979 portant réglementation de la grève dans les services de l'État et des établissements publics placés sous le contrôle direct de l'État; 4. la loi modifiée du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe; 5. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988; 6. la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail; 7. la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne; 8. la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État et abrogeant la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours (*Mémorial A n° 221, 28 mars 2018*)... 319

13 juillet 2018. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les modalités du congé spécial dans l'intérêt des pompiers volontaires (*Mémorial A n° 606, 24 juillet 2018*)... 320

Congé coopération au développement

6 janvier 1996. – LOI sur la coopération au développement «et l'action humanitaire» (*Loi du 9 mai 2012*) (*Mémorial A n° 111, 1^{er} juin 2012*) 322

19 juin 1996. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les modalités d'exécution du titre V de la loi sur la coopération au développement portant institution d'un congé «coopération au développement» (*Mémorial A n° 42, 28 juin 1996*) 323

Congé parental; congé pour raisons familiales

10 mai 1999. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL définissant les maladies ou déficiences d'une gravité exceptionnelle en application de l'article 15, alinéa 2 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales (*Mémorial A n° 58, 27 mai 1999*).. 325

3 novembre 2016. – LOI portant réforme du congé parental et modifiant 1. le Code du travail; 2. le Code de la sécurité sociale; 3. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 4. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; 5. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux; 6. la loi modifiée du 14 mars 1988 portant création de congés d'accueil pour les salariés du secteur privé; 7. la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales; 8. la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail (*Mémorial A n° 224, 10 novembre 2016*)..... 326

15 décembre 2017. – LOI portant modification 1. du Code du travail; 2. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail, et abrogeant 3. la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales (*Mémorial A n° 1082, 18 décembre 2017*)..... 326

Congé d'accueil

14 mars 1988. – LOI portant création de congés d'accueil pour les salariés du secteur privé (*Mémorial A n° 12, 30 mars 1988*)..... 327

Congé formation

1^{er} septembre 2008. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL précisant les modalités d'application du congé individuel de formation (*Mémorial A n° 139, 12 septembre 2008*) 329

Congé d'accompagnement

Congé pour mandat social

31 juillet 2006. – CODE du travail (*Mémorial A n° 149, 29 août 2006*)..... 331

19 décembre 2008. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant le congé pour mandat social des membres d'une chambre professionnelle, des membres d'un organe d'une institution de sécurité sociale, des assesseurs auprès du Tribunal de travail, des assesseurs-assurés et des assesseurs-employeurs des juridictions de sécurité sociale (*Mémorial A n° 222, 31 décembre 2008*) . 334

Congé linguistique

Congé politique

13 décembre 1988. – LOI communale (*Mémorial A n° 64, 13 décembre 1988*)..... 336

6 décembre 1989. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant le congé politique des bourgmestres, échevins et conseillers communaux (<i>Mémorial A n° 77, 14 décembre 1989</i>).....	336	16 juin 1879. – CODE pénal.....	348
18 février 2003. – LOI électorale (<i>Mémorial A n° 30, 21 février 2003</i>).....	338	10 novembre 2009. – LOI relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et - portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE - portant modification de: - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier - la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme - la loi du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance - la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux - la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale de Luxembourg - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances - portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique (<i>Mémorial A n° 215, 11 novembre 2009</i>).....	348
Parents d'élèves		20 mai 2015. – RÈGLEMENT (U.E.) 2015/847 du Parlement européen et du Conseil sur les informations accompagnant les transferts de fonds et abrogeant le règlement (C.E.) n° 1781/2006 (<i>J.O. L 141, 5 juin 2015</i>).....	349
1 ^{er} août 2018. – LOI portant création d'une représentation nationale des parents et modification 1° du Code de la sécurité sociale; 2° du Code du travail; 3° de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail; 4° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental; 5° de la loi modifiée du 22 juin 2017 ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation (<i>Mémorial A n° 855, 20 septembre 2018</i>).....	340	5 avril 1993. – LOI relative au secteur financier (<i>Mémorial A n° 27, 10 avril 1993</i>).....	349
Dénonciateurs		16 avril 2014. – RÈGLEMENT (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil sur les abus de marché (règlement relatif aux abus de marché) et abrogeant la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil et les directives 2003/124/CE, 2003/125/CE et 2004/72/CE de la Commission (<i>J.O. L 173, 12 juin 2014; Rect. J.O. L 287, 21 octobre 2016</i>).....	354
31 juillet 2006. – CODE du travail (<i>Mémorial A n° 149, 29 août 2006</i>).....	343	15 octobre 2013. – RÈGLEMENT (UE) n° 1024/2013 du Conseil confiant à la Banque centrale européenne des missions spécifiques ayant trait aux politiques en matière de surveillance prudentielle des établissements de crédit (<i>J.O. L 287, 29 octobre 2013</i>).....	355
12 novembre 2004. – LOI relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et modifiant: 1. le Code pénal; 2. le Code d'instruction criminelle; 3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 4. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier; 5. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; 6. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances; 7. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat; 8. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 9. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises; 10. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable; 11. la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives; 12. la loi générale des impôts («Abgabenordnung») (<i>Mémorial A n° 183, 19 novembre 2004</i>).....	345	17 décembre 2010. – LOI concernant les organismes de placement collectif et – portant transposition de la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (O.P.C.V.M.) (refonte); – portant modification: – de la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif; – de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés; – de l'article 156 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (<i>Mémorial A n° 239, 24 décembre 2010</i>).....	355
23 décembre 2016. – LOI relative aux abus de marché et portant: 1. mise en œuvre du règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché (règlement relatif aux abus de marché) et abrogeant la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil et les directives 2003/124/CE, 2003/125/CE et 2004/72/CE de la Commission; 2. transposition de: a) la directive 2014/57/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux sanctions pénales applicables aux abus de marché (directive relative aux abus de marché); b) la directive d'exécution (UE) 2015/2392 de la Commission du 17 décembre 2015 relative au règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le signalement aux autorités compétentes des violations potentielles ou réelles dudit règlement; 3. modification de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs; et 4. abrogation de la loi modifiée du 9 mai 2006 relative aux abus de marché (<i>Mémorial A n° 279, 27 décembre 2016</i>).....	347		

23 juillet 2016. – LOI relative à la profession de l'audit portant – transposition de la directive 2014/56/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2006/43/CE concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés; – mise en œuvre du règlement (UE) n° 537/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public et abrogeant la décision 2005/909/CE de la Commission; – modification de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep; – modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales; – abrogation de la loi modifiée du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit (<i>Mémorial A n° 141, 28 juillet 2016</i>)	356
30 mai 2018. – LOI relative aux marchés d'instruments financiers et portant: 1. transposition de la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE; 2. transposition de l'article 6 de la directive déléguée (UE) 2017/593 de la Commission du 7 avril 2016 complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la sauvegarde des instruments financiers et des fonds des clients, les obligations applicables en matière de gouvernance des produits et les règles régissant l'octroi ou la perception de droits, de commissions ou de tout autre avantage pécuniaire ou non pécuniaire; 3. mise en œuvre du règlement (UE) n° 600/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012; 4. modification de: a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier; c) la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière; d) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances; et de e) la loi du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers; et 5. abrogation de la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers, à l'exception de son article 37 (<i>Mémorial A n° 446, 31 mai 2018</i>)	356
Droit pénal	
Infractions commises par un subordonné	
16 juin 1879. – CODE pénal	358
Infractions commises envers un subordonné	
16 juin 1879. – CODE pénal	359
19 février 1973. – LOI concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (<i>Mémorial A n° 83, 29 octobre 1992</i>)	363
Infraction à des conventions OIT	
5 mars 1928. – LOI portant approbation des Conventions qui ont été adoptées par la Conférence Internationale du Travail au cours de ses dix premières sessions (1919 à 1927) (<i>Mémorial A n° 13, 19 mars 1928</i>)	364
24 février 1931. – LOI portant approbation des Conventions qui ont été adoptées par la Conférence internationale du Travail au cours de sa douzième session (30 mai-21 juin 1929) (<i>Mémorial A n° 11, 28 février 1931</i>)	364
Durée de travail	
Conventions OIT	
28 novembre 1919. – CONVENTION n° 1 tendant à limiter à huit heures par jour et à quarante-huit heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels	365
28 juin 1930. – CONVENTION n° 30 concernant la réglementation de la durée de travail dans le commerce et dans les bureaux	368
17 novembre 1921. – CONVENTION n° 14 sur le repos hebdomadaire (industrie)	370
26 juin 1990. – CONVENTION n° 171 concernant le travail de nuit	371
9 octobre 1946. – CONVENTION n° 79 concernant la limitation du travail de nuit des enfants et adolescents dans les travaux non industriels	373
Législation nationale	
19 juin 1995. – LOI réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat (<i>Mémorial A n° 55, 10 juillet 1995</i>)	376
30 septembre 2005. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant application de l'article 7 de la loi du 20 décembre 2002 portant 1. réglementation de la durée de travail des ouvriers, apprentis et stagiaires occupés dans l'hôtellerie et la restauration; 2. modification a) de l'article 6 de la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant réglementation du louage de service des employés privés, b) de l'article 5bis de la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée de travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie et c) de l'article 1 ^{er} de la loi modifiée du 26 février 1993 concernant le travail volontaire à temps partiel (<i>Mémorial A n° 172, 19 octobre 2005</i>)	376
23 décembre 2016. – LOI concernant l'organisation du temps de travail et portant modification du Code du travail (<i>Mémorial A n° 271, 27 décembre 2016</i>)	377
Transport par route	
17 juillet 2008. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant déclaration d'obligation générale d'un accord interprofessionnel réglant certains aspects en matière d'organisation du temps de travail conclu entre le Groupement des Entrepreneurs de Transport a.s.b.l., d'une part et les syndicats LCGB, OGB-L/ACAL, d'autre part (<i>Mémorial A n° 107, 25 juillet 2008</i>)	378
7 janvier 2009. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant déclaration d'obligation générale d'un accord interprofessionnel dans le domaine des transports professionnels de marchandises par route conclu entre le Groupement des Entrepreneurs du Transport a.s.b.l., d'une part et les syndicats LCGB, OGB-L/ACAL, d'autre part (<i>Mémorial A n° 40, 9 mars 2009</i>)	379

7 janvier 2009. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant déclaration d'obligation générale d'un accord interprofessionnel réglant certains aspects en matière d'organisation du temps de travail conclu entre le Groupement des Entrepreneurs de Transport a.s.b.l., d'une part et les syndicats LCGB, OGB-L/ACAL, d'autre part (<i>Mémorial A n° 40, 9 mars 2009</i>)	381
17 juillet 2008. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant déclaration d'obligation générale d'un accord interprofessionnel réglant certains aspects en matière d'organisation du temps de travail conclu entre la Fédération Luxembourgeoise des Exploitants d'Autobus et d'Autocars a.s.b.l., d'une part et les syndicats LCGB, OGB-L/ACAL, d'autre part (<i>Mémorial A n° 110, 28 juillet 2008</i>)	382

Échelle mobile

22 juin 1963. – LOI fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État (<i>Mémorial A n° 36, 29 juin 1963</i>).....	384
--	-----

Égalité et non-discrimination

Droit supranational

17 octobre 1868. – CONSTITUTION coordonnée du Grand-Duché de Luxembourg (<i>Mémorial A n° 23, 22 octobre 1868</i>).....	386
25 mars 1957. – TRAITÉ sur le fonctionnement de l'Union européenne (Traité de Rome) – Version consolidée (<i>J.O. C 202, 7 juin 2016; Rect. J.O. C 400, 28 octobre 2016</i>).....	387
2 mai 1992. – ACCORD sur l'Espace économique européen, protocoles, acte final et annexes signés à Porto, approuvés par la loi du 18 mars 1993.....	387
5 avril 2011. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 492/2011 du Parlement européen et du Conseil relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union. Texte codifié (<i>J.O. L 141, 27 mai 2011</i>)	388
4 novembre 2000. – PROTOCOLE n° 12 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales	388
28 septembre 1954. – CONVENTION relative au statut des apatrides et Annexes	389
12 décembre 2007. – CHARTE des droits fondamentaux de l'Union européenne – Version consolidée (<i>J.O. C 202, 7 juin 2016</i>)	389
27 avril 2016. – RÈGLEMENT (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) (<i>J.O. L 119, 4 mai 2016; Rect. J.O. L 127, 23 mai 2018</i>).....	390

Conventions OIT

29 juin 1951. – CONVENTION n° 100 concernant l'égalité de rémunération entre la main d'œuvre masculine et la main d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale ..	391
25 juin 1958. – CONVENTION n° 111 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession	392

Droit national

31 juillet 2006. – CODE du travail (<i>Mémorial A n° 149, 29 août 2006</i>)	394
16 juin 1879. – CODE pénal.....	400
28 novembre 2006. – LOI portant transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique; transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail (<i>Mémorial A n° 207, 6 décembre 2006</i>)	402
13 mai 2008. – LOI portant 1. transposition de la directive 76/207/CEE du conseil relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail telle que modifiée par la directive 2002/73/CE du Parlement européen et du conseil du 23 septembre 2002; 2. modification du Code du travail; 3. modification de l'alinéa 1 ^{er} de l'article 2 de la loi du 14 mars 1988 relative au congé d'accueil; 4. modification de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; 5. modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux; 6. modification de la loi du 28 novembre 2006 portant 1. transposition de la directive 2000/43/CE du conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique; 2. transposition de la directive 2000/78/CE du conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 3. modification du Code du travail et portant introduction dans le livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal; 5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées (<i>Mémorial A n° 70, 26 mai 2008</i>)	404
26 octobre 1999. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL relatif aux modalités de mise en œuvre des critères d'éligibilité des projets d'actions positives dans les entreprises du secteur privé (<i>Mémorial A n° 140, 25 novembre 1999</i>) ..	405

Élèves, stagiaires et insertion des jeunes

31 octobre 2012. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les conditions et modalités des aides et primes de promotion de l'apprentissage (<i>Mémorial A n° 239, 9 novembre 2012</i>).....	407
23 novembre 2000. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL établissant le contrat-type d'auxiliaire temporaire (<i>Mémorial A n° 120, 1^{er} décembre 2000</i>).....	408
10 août 1982. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les conditions et modalités des stages de formation et des stages probatoires prévus à l'article 1 ^{er} , alinéa 2, de la loi du 22 juillet 1982 concernant l'occupation d'élèves et d'étudiants pendant les vacances scolaires (<i>Mémorial A n° 66, 13 août 1982</i>).....	408

28 juillet 1982. – RÈGLEMENT MINISTÉRIEL établissant le contrat type à utiliser dans les relations entre l'employeur et l'élève ou l'étudiant (<i>Mémorial A n° 68, 19 août 1982</i>).....	409	4 février 2004. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant le montant du droit d'inscription à payer lors de l'admission à un cours de formation professionnelle pour adultes organisé par le Service de la Formation professionnelle (<i>Mémorial A n° 22, 27 février 2004</i>)	422
18 novembre 1967. – LOI portant réglementation de certaines professions paramédicales (<i>Mémorial A n° 78, 2 décembre 1967</i>)	409	22 janvier 2009. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL «pris en exécution de 1 ^{er} l'article L. 542-11, L. 542-13 et L. 542-16 du Code du travail; 2 ^e la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales» (<i>Règlement g.-d. du 5 mars 2019</i>) (<i>Mémorial A n° 9, 29 janvier 2009</i>).....	423
Formation professionnelle continue		16 septembre 1996. – RÈGLEMENT MINISTÉRIEL portant institution d'un comité consultatif à la formation professionnelle à caractère tripartite (<i>Mémorial A n° 70, 12 octobre 1996</i>)	
Droit international		425	
25 mars 1957. – TRAITÉ sur le fonctionnement de l'Union européenne (Traité de Rome) – Version consolidée (<i>J.O. C 202, 7 juin 2016; Rect. J.O. C 400, 28 octobre 2016</i>)	410	Congé de formation	
23 juin 1975. – CONVENTION n° 142 concernant le rôle de l'orientation et de la formation professionnelles dans la mise en valeur des ressources humaines	410	30 mars 2006. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant déclaration d'obligation générale d'un Accord en matière de dialogue social interprofessionnel relatif à l'accès individuel à la formation professionnelle continue conclu entre les syndicats OGB-L et LCGB, d'une part et l'Union des Entreprises Luxembourgeoises, d'autre part (<i>Mémorial A n° 85, 19 mai 2006</i>).....	426
Droit national		Handicapés	
1 ^{er} décembre 1992. – LOI portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue (<i>Mémorial A n° 101, 24 décembre 1992</i>)	412	17 octobre 1868. – CONSTITUTION coordonnée du Grand-Duché de Luxembourg (<i>Mémorial A n° 23, 22 octobre 1868</i>)	428
4 février 1993. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les modalités de fonctionnement de l'établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue (<i>Mémorial A n° 18, 18 mars 1993</i>).....	417	12 décembre 2007. – CHARTE des droits fondamentaux de l'Union européenne (<i>J.O. C 303, 14 décembre 2007</i>)	428
2 septembre 1993. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les conditions d'engagement à durée indéterminée et à tâche complète des chargés de cours engagés à durée déterminée aux Centres de formation professionnelle continue (<i>Mémorial A n° 77, 22 septembre 1993</i>).....	418	20 juin 1983. – CONVENTION n° 159 sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées ...	429
7 janvier 1994. – RÈGLEMENT du Gouvernement en conseil portant fixation des indemnités dues aux membres des commissions pour le(s) examen(s) probatoire(s) des chargés de cours engagés à durée déterminée aux Centres de formation professionnelle continue (<i>Mémorial A n° 9, 15 février 1994</i>)	419	12 septembre 2003. – LOI relative aux personnes handicapées et portant modification 1. de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État, 2. de la loi du 22 avril 1966 portant réglementation uniforme du congé annuel payé des salariés du secteur privé, 3. de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum, 4. de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet, 5. de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales, 6. de la loi modifiée du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie, 7. de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, 8. de la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension et 9. du Code des assurances sociales (<i>Mémorial A n° 144, 29 septembre 2003</i>)	430
16 mars 1994. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant les modalités de l'examen probatoire prévu par l'article 16, paragraphe 3, de la loi du 1 ^{er} décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue (<i>Mémorial A n° 28, 8 avril 1994</i>)	419	7 octobre 2004 RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant exécution de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées (<i>Mémorial A n° 167, 13 octobre 2004</i>)	439
31 mai 1999. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les conditions d'engagement à durée indéterminée et à tâche complète des chargés de cours engagés à durée déterminée aux Centres de formation professionnelle continue (<i>Mémorial A n° 85, 30 juin 1999</i>).....	420		
24 décembre 2002. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant le barème des rémunérations de certains chargés de cours du Service de la formation professionnelle (<i>Mémorial A n° 1, 14 janvier 2003</i>)	421		

12 décembre 2016. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant nouvelle fixation des montants du revenu minimum garanti et du revenu pour personnes gravement handicapées. (*Mémorial A n° 252, 14 décembre 2016*). 445

Harcèlement et violence

16 juin 1879. – CODE pénal..... 446

15 décembre 2009. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant déclaration d'obligation générale de la convention relative au harcèlement et à la violence au travail conclue entre les syndicats O.G.B.-L et L.C.G.B., d'une part, et l'U.E.L., d'autre part (*Mémorial A n° 3, 13 janvier 2010*)..... 446

Incompatibilités

Avocats

10 août 1991. – LOI sur la profession d'avocat (*Mémorial A n° 58, 27 août 1991*)..... 450

9 janvier 2013. – RÈGLEMENT intérieur de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg (*Mémorial A n° 39, 6 mars 2013*)..... 450

Fonctionnaires

16 avril 1979. – LOI fixant le statut général des fonctionnaires de l'État (*Mémorial A n° 31, 17 avril 1979*)..... 452

24 décembre 1985. – LOI modifiée fixant le statut général des fonctionnaires communaux (*Mémorial A n° 84, 27 décembre 1985; Rect. Mémorial A n° 6, 3 février 1986*) . 453

Gouvernement

14 mars 2022. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement. (*Mémorial A n° 133, 24 mars 2022*)..... 454

Magistrats

7 mars 1980. – LOI sur l'organisation judiciaire (*Mémorial A n° 12, 14 mars 1980*)..... 456

7 novembre 1996. – LOI portant organisation des juridictions de l'ordre administratif (*Mémorial A n° 79, 19 novembre 1996*)..... 456

Autres professions

9 décembre 1976. – LOI relative à l'organisation du notariat (*Mémorial A n° 76, 14 décembre 1976; Rect. Mémorial A n° 84, 31 décembre 1976*)..... 457

13 décembre 1989. – LOI portant organisation des professions d'architecte et d'ingénieur-conseil (*Mémorial A n° 82, 23 décembre 1989*)..... 457

10 juin 1999. – LOI portant organisation de la profession d'expert-comptable (*Mémorial A n° 83, 29 juin 1999*).... 457

Insolvabilité et faillite

31 juillet 2006. – CODE du travail (*Mémorial A n° 149, 29 août 2006*)..... 459

15 mars 1803. – CODE civil..... 463

15 septembre 1807. – CODE de commerce..... 464

19 avril 2012. – LOI modifiant les articles L.126-1 et L.541-1 du Code du travail (*Mémorial A n° 82, 30 avril 2012*) ... 464

Inspection du travail

11 juillet 1947. – CONVENTION n° 81 concernant l'inspection du travail dans l'industrie et le commerce (1947)..... 465

25 juin 1969. – CONVENTION n° 129 sur l'inspection du travail (agriculture)..... 469

21 décembre 2007. – LOI a) portant réforme de l'Inspection du travail et des mines b) modification du Titre Premier du Livre VI du Code du travail c) modification de l'article L. 142-3 du Code du travail, (*Mémorial A n° 249, 31 décembre 2007*)..... 472

6 mai 1996. – RÈGLEMENT MINISTÉRIEL concernant l'intervention d'organismes de contrôle dans le cadre des compétences et attributions de l'Inspection du travail et des mines (*Mémorial A n° 38, 7 juin 1996*) 473

Institutions et comités

Conseil Économique et Social

21 mars 1966. – LOI portant institution d'un conseil économique et social (*Mémorial A n° 14, 26 mars 1966*) 477

15 juin 2004. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant la répartition des mandats des groupes patronal et salarial au sein du Conseil économique et social (*Mémorial A n° 112, 12 juillet 2004*)..... 479

Comité de coordination tripartite

31 juillet 2006. – CODE du travail (*Mémorial A n° 149, 29 août 2006*)..... 480

26 janvier 1978. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant le fonctionnement du comité de coordination tripartite (*Mémorial A n° 9, 7 mars 1978*)..... 480

Chambres professionnelles

4 avril 1924. – LOI portant création de chambres professionnelles à base élective (*Mémorial A n° 21, 3 mai 1924*)..... 482

4 novembre 2010. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant le mode de perception des cotisations mises à charge des ressortissants de la Chambre des salariés (*Mémorial A n° 214, 1^{er} décembre 2010*)..... 486

17 juillet 2008. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL ayant pour objet les élections pour la Chambre des salariés (*Mémorial A n° 103, 17 juillet 2008*)..... 487

École Supérieure du Travail			
20 mars 1984. – LOI portant création d'une École supérieure du Travail (<i>Mémorial A n° 26, 23 mars 1984</i>)....	492	8 octobre 1976. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant la rémunération du travail des jours fériés légaux dans les entreprises à caractère saisonnier (<i>Mémorial A n° 61, 9 octobre 1976</i>).....	502
29 décembre 1988. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les attributions, la composition numérique ainsi que les modalités de fonctionnement du Conseil administratif de l'école supérieure du travail (<i>Mémorial A n° 74, 30 décembre 1988</i>).....	493	31 octobre 1964. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL déclarant jour férié légal le 12 novembre 1964, jour de l'accession au trône du Grand-Duc (<i>Mémorial A n° 79, 3 novembre 1964</i>)	503
Comité de conjoncture			
31 juillet 2006. – CODE du travail (<i>Mémorial A n° 149, 29 août 2006</i>).....	494	30 mars 2001. – LOI portant attribution aux salariés du secteur privé d'un jour de repos rémunéré extraordinaire en date du 6 avril 2001 (<i>Mémorial A n° 39, 30 mars 2001</i>)	503
30 novembre 2007. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant institution d'un Comité de conjoncture (<i>Mémorial A n° 14, 1^{er} février 2008</i>).....	494	Juridictions et procédure	
Comité permanent du travail et de l'emploi			
31 juillet 2006. – CODE du travail (<i>Mémorial A n° 149, 29 août 2006</i>).....	496	12 décembre 2012. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (Bruxelles Ibis) (<i>J.O. L 351, 20 décembre 2012; Rect. J.O. L 338, 15 octobre 2020</i>)	505
31 janvier 1996. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les attributions, la composition et l'organisation du comité permanent de l'emploi (<i>Mémorial A n° 7, 5 février 1996</i>) .	497	3 août 1998. – Nouveau CODE de procédure civile (<i>Mémorial A n° 64, 17 août 1998</i>)	507
18 septembre 2008. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant les conditions de proposition et de nomination des membres représentant les salariés et des membres représentant les employeurs dans le Comité permanent du travail et de l'emploi ainsi que les conditions d'exclusion des experts (<i>Mémorial A n° 152, 10 octobre 2008</i>)	498	7 mars 1980. – LOI sur l'organisation judiciaire (<i>Mémorial A n° 12, 14 mars 1980</i>)	509
Comité du travail féminin			
27 novembre 1984. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant création d'un comité du travail féminin (<i>Mémorial A n° 106, 12 décembre 1984</i>)	499	21 mars 1974. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant les droits et émoluments alloués aux avoués et aux avocats (<i>Mémorial A n° 22, 5 avril 1974</i>).....	510
Comité interministériel de l'égalité entre femmes et hommes			
31 mars 1996. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant création d'un Comité interministériel de l'égalité des femmes et des hommes «...» (<i>Règlement g.-d. du 15 décembre 2016</i>) (<i>Mémorial A n° 39, 6 mars 2006</i>)....	500	31 janvier 2003. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant fixation des indemnités allouées aux assesseurs des juridictions du travail (<i>Mémorial A n° 26, 14 février 2003</i>).....	510
Comité des actions positives			
25 octobre 1999. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant la composition et le fonctionnement du Comité des Actions Positives (<i>Mémorial A n° 140, 25 novembre 1999</i>)	501	26 mai 1930. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL portant approbation du texte codifié du Statut du personnel des chemins de fer luxembourgeois. (<i>Mémorial A n° 24, 7 juin 1930</i>)	511
Jours fériés			
31 juillet 2006. – CODE du travail (<i>Mémorial A n° 149, 29 août 2006</i>).....	502	Liberté de travail, réquisition et travail forcé	
16 février 1892. – LOI déclarant jours fériés légaux les lundis de Pâques et de Pentecôte et le lendemain de Noël (<i>Mémorial A n° 9, 26 février 1892</i>)	502	Droit international	
		4 novembre 1950. – CONVENTION de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (telle qu'amendée par les protocoles n°s 11 et 14)	512
		12 décembre 2007. – CHARTE des droits fondamentaux de l'Union européenne (<i>J.O. C 303, 14 décembre 2007</i>)	512
		28 juin 1930. – CONVENTION (n° 29) concernant le travail forcé.....	513
		15 décembre 2020. – LOI portant approbation du Protocole P029 - Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930, adopté par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail, fait à Genève, le 11 juin 2014. (<i>Mémorial A n° 1023, 18 décembre 2020</i>)	517
		7 septembre 1956. – CONVENTION supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage.....	517
		25 juin 1957. – CONVENTION (n° 105) sur l'abolition du travail forcé.....	519

Droit national

17 octobre 1868. – CONSTITUTION coordonnée du Grand-Duché de Luxembourg (<i>Mémorial A n° 23, 22 octobre 1868</i>).....	521
11 avril 1796. – LOI n° 319 qui autorise la réquisition des ouvriers pour les travaux nécessaires à l'exécution des jugements (<i>Mémorial A n° 39, 11 avril 1796</i>).....	521
8 décembre 1981. – LOI sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe (<i>Mémorial A n° 98, 24 décembre 1981</i>).....	521
18 juin 1811. – DÉCRET IMPÉRIAL n° 7035 contenant Règlement pour l'administration de la Justice en matière criminelle, de police correctionnelle et de simple police; et Tarif général des Frais (<i>Mémorial A n° 1, 1^{er} juin 1811</i>).....	522
16 juin 1879. – CODE pénal.....	523

Liberté syndicale, négociation et action collective**Droits fondamentaux**

17 octobre 1868. – CONSTITUTION coordonnée du Grand-Duché de Luxembourg (<i>Mémorial A n° 23, 22 octobre 1868</i>).....	524
12 décembre 2007. – CHARTE des droits fondamentaux de l'Union européenne (<i>J.O. C 303, 14 décembre 2007</i>).....	524
4 novembre 1950. – CONVENTION de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (telle qu'amendée par les protocoles n° 11 et 14).....	525

Conventions OIT

9 juillet 1948. – CONVENTION n° 87 de l'OIT concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical.....	526
1 ^{er} juillet 1949. – CONVENTION n° 98 de l'OIT concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective.....	528
25 octobre 1921. – CONVENTION n° 11 concernant les droits d'association et de coalition des travailleurs agricoles.....	529

Législation nationale

11 mai 1936. – LOI garantissant la liberté d'association (<i>Mémorial A n° 39, 16 mai 1936</i>).....	530
19 juin 1995. – LOI réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat (<i>Mémorial A n° 55, 10 juillet 1995</i>).....	530
28 septembre 1791. – DÉCRET concernant les biens et usages ruraux et la police rurale (<i>Mémorial A n° 3, 3 janvier 1791</i>).....	531
16 avril 1979. – LOI fixant le statut général des fonctionnaires de l'État (<i>Mémorial A n° 31, 17 avril 1979</i>).....	531
4 avril 1924. – LOI portant création de chambres professionnelles à base élective (<i>Mémorial A n° 21, 3 mai 1924</i>).....	532

Licencierement

12 décembre 2007. – CHARTE des droits fondamentaux de l'Union européenne (<i>J.O. C 303, 14 décembre 2007</i>).....	533
22 juin 1982. – CONVENTION n° 158 sur le licenciement.....	533

Livret d'ouvrier

13 décembre 1860. – LOI sur les livrets d'ouvriers et de domestiques (<i>Mémorial A n° 31, 15 décembre 1860</i>) ..	537
30 juin 1861. – ARRÊTÉ ROYAL GRAND-DUCAL portant règlement sur les livrets d'ouvriers et de domestiques (<i>Mémorial A n° 11, 4 juillet 1861</i>).....	537

Logement professionnel

31 juillet 2006. – CODE du travail (<i>Mémorial A n° 149, 29 août 2006</i>).....	539
21 septembre 2006. – LOI sur le bail à usage d'habitation (<i>Mémorial A n° 175, 2 octobre 2006</i>).....	540

Maternité

12 décembre 2007. – CHARTE des droits fondamentaux de l'Union européenne (<i>J.O. C 303, 14 décembre 2007</i>).....	541
29 novembre 1919. – CONVENTION n° 3 concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement ..	541
15 juin 2000. – CONVENTION n° 183 sur la protection de la maternité.....	542

Navigation fluviale

23 septembre 1997. – LOI portant réglementation de la navigation de plaisance et portant modification de certaines autres dispositions légales. (<i>Mémorial A n° 78, 7 octobre 1997</i>).....	545
31 mai 2017. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant déclaration d'obligation générale de l'accord interprofessionnel du 22 mars 2017 relatif à l'aménagement du temps de travail dans le secteur de la navigation intérieure conclu entre FEDIL BARGING, d'une part et les syndicats OGB-L et LCCB, d'autre part. (<i>Mémorial A n° 556, 8 juin 2017</i>).....	545

Navigation maritime**Législation nationale**

9 novembre 1990. – LOI ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois (<i>Mémorial A n° 58, 12 novembre 1990</i>).....	550
23 septembre 1997. – LOI portant réglementation de la navigation de plaisance et portant modification de certaines autres dispositions légales. (<i>Mémorial A n° 78, 7 octobre 1997</i>).....	558

23 juillet 2021. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant modification du règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 2001 transposant la directive 94/58/CE du Conseil du 22 novembre 1994 concernant le niveau minimal de formation des gens de mer telle que modifiée par la directive 98/35/CE du Conseil du 25 mai 1998. (<i>Mémorial A n° 570, 28 juillet 2021</i>).....	559	25 mars 1957. – TRAITÉ sur le fonctionnement de l'Union européenne (Traité de Rome) – Version consolidée (<i>J.O. C 202, 7 juin 2016; Rect. J.O. C 400, 28 octobre 2016</i>)	601
11 novembre 2003. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant transposition de la directive 1999/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 1999 concernant l'application des dispositions relatives à la durée du travail des gens de mer à bord des navires faisant escale dans les ports de la Communauté (<i>Mémorial A n° 167, 19 novembre 2003</i>)	560	15 décembre 2020. – LOI portant approbation de la Convention n° 122 de l'Organisation internationale du travail sur la politique de l'emploi, signée à Genève, le 9 juillet 1964. (<i>Mémorial A n° 1020, 18 décembre 2020</i>).....	602
16 novembre 2001. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL transposant la directive 94/58/CE du Conseil du 22 novembre 1994 concernant le niveau minimal de formation des gens de mer telle que modifiée par la directive 98/35/CE du Conseil du 25 mai 1998 (<i>Mémorial A n° 147, 21 décembre 2001</i>)	561	Services de placement	
14 avril 1992. – LOI instituant un code disciplinaire et pénal pour la marine (<i>Mémorial A n° 26, 30 avril 1992</i>)	579	12 décembre 2007. – CHARTE des droits fondamentaux de l'Union européenne (<i>J.O. C 303, 14 décembre 2007</i>)	604
8 avril 1991. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL régissant le livret de marin (<i>Mémorial A n° 25, 30 avril 1991</i>).....	586	5 avril 2011. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 492/2011 du Parlement européen et du Conseil relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union. Texte codifié (<i>J.O. L 141, 27 mai 2011</i>).....	604
31 mai 2015. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL relatif à certaines responsabilités de l'État du pavillon en ce qui concerne le respect et la mise en application de la Convention du travail maritime, 2006 (<i>Mémorial A n° 95, 4 juin 2015</i>).....	587	9 juillet 1948. – CONVENTION n° 88 sur le service de l'emploi	605
Conventions collectives		1 ^{er} juillet 1949. – CONVENTION n° 96 concernant les bureaux de placement payants (révisée)	607
6 juin 2003. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant déclaration d'obligation générale de la convention collective de travail relative à l'organisation du temps de travail des gens de mer conclue entre les syndicats OGB-L et LCGB, FNCTFEL et FCPT/Syprolux, d'une part et l'Union des Armateurs Luxembourgeois et l'Association Luxembourgeoise des Intérêts Maritimes, d'autre part (<i>Mémorial A n° 97, 15 juillet 2003</i>)	595	26 juin 1978. – CONVENTION n° 150 sur l'administration du travail.....	610
21 novembre 2014. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant déclaration d'obligation générale de la convention collective de travail sur les conditions de travail des gens de mer (valable du 01/08/2014 au 01/08/2015), conclue entre la Fedil Shipping, d'une part et les syndicats OGB-L et LCGB, d'autre part (<i>Mémorial A n° 218, 4 décembre 2014</i>)	596	18 janvier 2012. – LOI – 1. portant création de l'Agence pour le développement de l'emploi; 2. modifiant – le Code du travail; – la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; – la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet; – la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration; 3. abrogeant la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'emploi et portant création d'une Commission nationale de l'emploi (<i>Mémorial A n° 11, 18 janvier 2012</i>)	611
3 avril 2020. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant déclaration d'obligation générale de l'accord interprofessionnel conclu entre Fedil Shipping, d'une part et les syndicats OGB-L et LCGB, d'autre part (<i>Mémorial A n° 247, 6 avril 2020</i>).....	597	20 juillet 2017. – LOI portant modification du Code du travail en vue de l'introduction d'un nouveau dispositif de lutte contre le chômage de longue durée. (<i>Mémorial A n° 684, 1 août 2017</i>)	613
Conventions OIT		Règlements d'exécution	
Politique d'emploi et chômage		12 mai 2011. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant application des dispositions relatives aux occupations temporaires indemnisées prévues à l'article L.523-1 du Code du travail (<i>Mémorial A n° 113, 1^{er} juin 2011</i>).....	614
17 octobre 1868. – CONSTITUTION coordonnée du Grand-Duché de Luxembourg (<i>Mémorial A n° 23, 22 octobre 1868</i>)	601	14 avril 2010. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant création d'agences régionales de l'«Agence pour le développement de l'emploi» à Differdange, Dudelange et Wasserbillig (<i>Mémorial A n° 63, 23 avril 2010</i>)	615
		17 juin 1994. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les modalités et conditions d'attribution 1. des aides à la mobilité géographique; 2. d'une aide au réemploi; 3. d'une aide à la création d'entreprise; 4. d'une aide à la création d'emplois d'utilité socio-économique (<i>Mémorial A n° 53, 29 juin 1994</i>).....	615
		25 février 1991. – RÈGLEMENT MINISTÉRIEL établissant les formulaires-type en matière de préretraite (<i>Mémorial A n° 14, 18 mars 1991</i>).....	619

25 août 1983. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL définissant les critères de l'emploi approprié visé à l'article 13 sous e), de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds de chômage; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet (<i>Mémorial A n° 69, 31 août 1983</i>)	619	8 juin 2004. – LOI sur la liberté d'expression dans les médias (<i>Mémorial A n° 85, 8 juin 2004</i>)	633
24 janvier 1979. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant la rééducation professionnelle et la formation professionnelle complémentaire des travailleurs de la sidérurgie (<i>Mémorial A n° 4, 30 janvier 1979</i>)	621	12 novembre 2002. – LOI relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance (<i>Mémorial A n° 131, 6 décembre 2002</i>)	633
26 mars 1976. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant la composition et le fonctionnement de la Commission nationale de l'Emploi (<i>Mémorial A n° 15, 3 avril 1976</i>)	621	10 août 1992. – LOI portant création de l'entreprise des postes et télécommunications (<i>Mémorial A n° 142, 18 juillet 2011</i>)	634
26 août 1975. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant les conditions et les modalités de contrats d'exécution de travaux extraordinaires d'intérêt général (<i>Mémorial A n° 55, 28 août 1975</i>)	622	23 décembre 1998. – LOI organique de la Banque centrale du Luxembourg (<i>Mémorial A n° 112, 24 décembre 1998</i>)	635
15 décembre 2017. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant application des dispositions relatives aux emplois d'insertion prévues aux articles L. 541-5 et L. 541-6 du Code du travail (<i>Mémorial A n° 1083, 18 décembre 2017</i>)	623	24 mars 1989. – LOI sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg (<i>Mémorial A n° 16, 28 mars 1989</i>)	635
Prestations de chômage		25 juin 1991. – CONVENTION n° 172 concernant les conditions de travail dans les hôtels, restaurants et établissements similaires (<i>Mon. 12 septembre 2018</i>)	636
28 novembre 1919. – CONVENTION n° 2 concernant le chômage	624	21 juin 1977. – CONVENTION n° 149 concernant l'emploi et les conditions de travail et de vie du personnel infirmier	638
31 juillet 1987. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant relèvement de la limite d'âge prévue pour l'indemnisation des jeunes chômeurs (<i>Mémorial A n° 61, 31 juillet 1987</i>)	625	20 avril 1977. – LOI relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives (<i>Mémorial A n° 24, 14 mai 1977</i>)	640
7 juillet 1987. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant l'organisation et le fonctionnement de la commission spéciale chargée du réexamen des décisions de «l'Agence pour le développement de l'emploi» en matière d'indemnisation du chômage complet (<i>Mémorial A n° 57, 16 juillet 1987; Rect. Mémorial A n° 73, 7 septembre 1987</i>)	625	9 juin 1964. – LOI concernant le travail agricole à salaire différé (<i>Mémorial A n° 50, 17 juin 1964</i>)	641
1 ^{er} juin 1987. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant définition du chômeur particulièrement difficile à placer au sens des dispositions du paragraphe 3. de l'article 22 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet (<i>Mémorial A n° 45, 22 juin 1987</i>)	626	30 avril 1890. – LOI concernant l'exploitation des mines, minières et carrières (<i>Mémorial A n° 25, 3 mai 1890</i>)	642
15 septembre 1975. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant fixation du taux d'indemnisation des chômeurs partiels (<i>Mémorial A n° 59, 22 septembre 1975</i>)	626	13 juin 2017. – LOI ayant pour objet la sécurité du tramway et modifiant 1° la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics; 2° la loi modifiée du 30 avril 2008 portant a) création de l'Administration des Enquêtes Techniques, b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et c) abrogation de la loi du 8 mars 2002 sur les entités d'enquêtes techniques relatives aux accidents et incidents graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et des chemins de fer; 3° l'article L. 215-1 du Code du travail (<i>Mémorial A n° 566, 15 juin 2017; Rect. Mémorial A n° 568, 19 juin 2017</i>)	643
Professions particulières		Propriété intellectuelle	
19 décembre 2014. – LOI relative 1) aux «mesures de soutien pour les artistes professionnels indépendants et pour les intermittents du spectacle» 2) à la promotion de la création artistique (<i>Mémorial A n° 254, 24 décembre 2014</i>)	628	18 avril 2001. – LOI sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données (<i>Mémorial A n° 50, 30 avril 2001</i>)	644
3 août 2005. – LOI concernant le sport et portant a) modification de la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de service des employés privés; b) modification du code des assurances sociales; c) dérogation aux articles 5 et 9 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail (<i>Mémorial A n° 131, 17 août 2005</i>)	632	20 juillet 1992. – LOI portant modification du régime des brevets d'invention (<i>Mémorial A n° 49, 20 juillet 1992</i>)	644
		29 décembre 1988. – LOI concernant la protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs (<i>Mémorial A n° 74, 30 décembre 1988</i>)	645
		25 février 2005. – CONVENTION Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles)	645
		Protection des données	
		31 juillet 2006. – CODE du travail (<i>Mémorial A n° 149, 29 août 2006</i>)	646

1 ^{er} août 2018. – LOI portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), portant modification du Code du travail et de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État (<i>Mémorial A n° 686, 16 août 2018</i>).....	647	19 janvier 1989. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant l'affectation des rémunérations revenant aux condamnés soumis au régime de semi-liberté et fixant les modalités d'octroi du congé pénal (<i>Mémorial A n° 8, 17 février 1989</i>)	674
27 avril 2016. – RÈGLEMENT (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) (<i>J.O. L 119, 4 mai 2016; Rect. J.O. L 127, 23 mai 2018</i>).....	647	24 mai 2011. – LOI concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées et portant transposition de la directive 2007/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées (<i>Mémorial A n° 109, 27 mai 2011</i>)	675
Régimes complémentaires de pension		12 décembre 2016. – LOI portant création des sociétés d'impact sociétal et modifiant a) la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, b) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, c) la loi modifiée du 1 ^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal et d) la loi modifiée du 16 octobre 1934 relative à l'impôt sur la fortune (<i>Mémorial A n° 255, 15 décembre 2016</i>)	677
8 juin 1999. – LOI relative aux régimes complémentaires de pension (<i>Mémorial A n° 74, 17 juin 1999</i>)	649	19 décembre 2020. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant exécution de l'article 115, numéro 13b de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (<i>Mémorial A n° 1066, 23 décembre 2020</i>)	677
11 janvier 2012. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL établissant le relevé des renseignements à fournir par les entreprises en matière de régimes complémentaires de pension (<i>Mémorial A n° 8, 19 janvier 2012</i>).....	663	22 juin 2022. – LOI portant approbation de l'Avenant à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, signés à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002, du 16 juillet 2009 et du 5 décembre 2017, fait à Luxembourg, le 31 août 2021. (<i>Mémorial A n° 338, 5 juillet 2022</i>)	678
22 décembre 2006. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant le montant et les modalités d'exécution des taxes prévues à l'article 30, paragraphe (4) de la loi modifiée du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension (<i>Mémorial A n° 243, 29 décembre 2006</i>)	664	Représentants du personnel	
14 août 2001. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL relatif aux modalités d'application de la déductibilité fiscale dans le chef de l'entreprise prévu par l'article 31, alinéa 3 de la loi du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension (<i>Mémorial A n° 108, 4 septembre 2001</i>).....	664	Règles communes	
15 janvier 2001. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les bases techniques servant à la détermination du financement minimum et du déficit des obligations résultant des périodes passées prévues par les articles 19, 51 et 53 de la loi du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension (<i>Mémorial A n° 16, 6 février 2001</i>)	666	12 décembre 2007. – CHARTE des droits fondamentaux de l'Union européenne (<i>J.O. C 303, 14 décembre 2007</i>)	679
27 novembre 2018. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL spécifiant les critères et la procédure d'agrément de régimes complémentaires de pension proposés à l'initiative d'un promoteur pour accueillir les contributions et droits acquis visés au numéro 4 de l'article 2 de la loi modifiée du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension (<i>Mémorial A n° 1075, 29 novembre 2018</i>).....	670	23 juin 1971. – CONVENTION n° 135 concernant les représentants des travailleurs	679
Rémunération		Délégation du personnel	
15 mars 1803. – CODE civil	672	13 juillet 1993. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant l'attribution d'un numéro d'ordre unique pour les listes de candidats présentées par la même organisation professionnelle, le même syndicat ou groupe de salariés pour les élections des chambres professionnelles, des caisses de maladie et des délégations du personnel (<i>Mémorial A n° 50, 13 juillet 1993</i>)	681
15 septembre 1807. – CODE de commerce	673	14 octobre 1998. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL relatif à l'information de l'inspection du travail et des mines ainsi que du personnel de l'établissement concernant la désignation du délégué ou de la déléguée à l'égalité (<i>Mémorial A n° 92, 30 octobre 1998</i>).....	682
18 avril 1910. – LOI sur le régime hypothécaire (<i>Mémorial A n° 20, 20 avril 1910</i>).....	674	15 décembre 2017. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant exécution de l'article L. 412-2 du Code du travail (<i>Mémorial A n° 1084, 18 décembre 2017</i>)	682

15 décembre 2017. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant exécution de l'article L. 416-1 du Code du travail (<i>Mémorial A n° 1085, 18 décembre 2017</i>)	682	5 décembre 2017. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant coordination de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (<i>Mémorial A n° 1066, 15 décembre 2017</i>)	703
11 septembre 2018. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant les opérations électorales pour la désignation des délégués du personnel (<i>Mémorial A n° 838, 18 septembre 2018</i>)	682	Divers	
22 janvier 2021. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant déclaration d'obligation générale de l'accord en matière de dialogue social interprofessionnel «première année de mandat» dans le cadre du plan de formation des délégué(e)s du personnel signé en date du 20 octobre 2020. (<i>Mémorial A n° 77, 29 janvier 2021</i>)	688	10 août 1915. – LOI concernant les sociétés commerciales (<i>Mémorial A n° 90, 30 octobre 1915</i>)	704
Cogestion		19 mai 2006. – LOI portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition (<i>Mémorial A n° 86, 22 mai 2006</i>)	705
24 septembre 1974. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL «modifié concernant les opérations électorales pour la désignation des représentants du personnel dans les comités mixtes d'entreprise et les conseils d'administration ou les conseils de surveillance» (<i>Règlement g.-d. du 17 juillet 2008</i>) (<i>Mémorial A n° 69, 27 septembre 1974</i>)	690	Responsabilité civile	
2 avril 1976. – ACCORD entre les organisations patronales et syndicales nationales au sujet de l'application de diverses dispositions de la loi du 6 mai 1974 instituant des comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes	693	15 mars 1803. – CODE civil	708
Représentants dans les organes sociétaires		31 juillet 2006. – CODE du travail (<i>Mémorial A n° 149, 29 août 2006</i>)	709
23 mars 2010. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant approbation du contrat portant exécution de l'article 7 de la loi modifiée du 28 mars 1997 1 ^o approuvant le protocole additionnel portant modification de la Convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg, le 17 avril 1946; 2 ^o approuvant les statuts modifiés de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL); 3 ^o concernant les interventions financières et la surveillance de l'État à l'égard des CFL; et 4 ^o portant modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire; signé le 9 décembre 2009 entre l'État et la Société Nationale des CFL (<i>Mémorial A n° 68, 30 avril 2010</i>)	697	28 septembre 1791. – DÉCRET concernant les biens et usages ruraux et la police rurale (<i>Mémorial A n° 3, 3 janvier 1791</i>)	709
19 décembre 2002. – LOI concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales (<i>Mémorial A n° 149, 31 décembre 2002</i>)	697	10 novembre 2009. – LOI relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et - portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE - portant modification de: - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier - la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme - la loi du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance - la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux - la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale de Luxembourg - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances - portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique (<i>Mémorial A n° 215, 11 novembre 2009</i>)	710
11 août 1974. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL portant énumération des sociétés anonymes visées à l'article L. 426-1 (2) du Code du travail (<i>Mémorial B n° 57, 20 septembre 1974</i>)	698	1 ^{er} septembre 1988. – LOI relative à la responsabilité civile de l'État et des collectivités publiques (<i>Mémorial A n° 51, 26 septembre 1988</i>)	710
Sociétés européennes		Saisies, cessions et recouvrement	
10 août 1915. – LOI concernant les sociétés commerciales (<i>Mémorial A n° 90, 30 octobre 1915</i>)	699	11 novembre 1970. – LOI sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions et rentes (<i>Mémorial A n° 62, 20 novembre 1970</i>)	711
		9 janvier 1979. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant la procédure des saisies-arrêts et cessions sur les rémunérations de travail et les pensions et rentes (<i>Mémorial A n° 7, 7 février 1979</i>)	713

Sécurité au travail

Conventions OIT

22 juin 1993. – CONVENTION n° 174 concernant la prévention des accidents industriels majeurs	746
22 juin 1981. – CONVENTION n° 155 sur la sécurité et la santé des travailleurs	749
15 décembre 2020. – LOI portant approbation de la Convention n° 187 de l'Organisation internationale du travail sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, signée à Genève, le 15 juin 2006 (<i>Mémorial A n° 1022, 18 décembre 2020</i>)	753

Lieux de travail

27 juin 2008. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles (<i>Mémorial A n° 122, 21 août 2008</i>)	755
11 août 2006. – LOI relative à la lutte antitabac (<i>Mémorial A n° 154, 1er septembre 2006</i>)	764
21 mars 2005. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant les prescriptions minimales visant à améliorer la protection en matière de sécurité et de santé des travailleurs susceptibles d'être exposés au risque d'atmosphères explosives (<i>Mémorial A n° 39, 5 avril 2005</i>)	772
4 novembre 1994. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour les lieux de travail (<i>Mémorial A n° 96, 17 novembre 1994</i>)	775
14 novembre 2016. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant les prescriptions minimales pour la signalisation de sécurité et de santé au travail (<i>Mémorial A n° 235, 23 novembre 2016</i>)	780

Équipements de travail et de protection

27 mai 2010. – LOI – portant transposition de la directive 2006/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE (refonte) – concernant la mise à disposition de machines – concernant les machines d'occasion (<i>Mémorial A n° 96, 29 juin 2010</i>)	786
4 novembre 1994. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour l'utilisation par les travailleurs au travail d'équipements de travail (<i>Mémorial A n° 96, 17 novembre 1994</i>)	789
4 novembre 1994. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour l'utilisation par les travailleurs au travail d'équipements de protection individuelle (<i>Mémorial A n° 96, 17 novembre 1994</i>)	794
25 juin 1963. – CONVENTION n° 119 concernant la protection des machines	816

Secteurs spécifiques

Règlements et arrêtés

4 novembre 1994. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant les prescriptions minimales visant à améliorer la protection en matière de sécurité et de santé des travailleurs des industries extractives par forage (<i>Mémorial A n° 96, 17 novembre 1994</i>)	819
4 novembre 1994. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant les prescriptions minimales visant à améliorer la protection en matière de sécurité et de santé des travailleurs des industries extractives à ciel ouvert ou souterraines (<i>Mémorial A n° 96, 17 novembre 1994</i>) ..	827
17 mai 1956. – LOI portant interdiction d'exercices aériens dangereux en plein air, dans les cirques et music-halls et autres lieux publics, sans filet protecteur (<i>Mémorial A n° 29, 26 mai 1956</i>)	834
28 août 1924. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL concernant les prescriptions relatives à la santé et la sécurité du personnel occupé dans les entreprises industrielles et commerciales (<i>Mémorial A n° 44, 12 septembre 1924</i>)	834
28 août 1924. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL concernant les prescriptions relatives à la santé et la sécurité du personnel occupé aux travaux de construction, d'aménagement, de réparation ou de terrassement (<i>Mémorial A n° 44, 12 septembre 1924</i>)	837
3 janvier 1813. – DÉCRET impérial concernant les dispositions de police relatives à l'exposition des mines ..	842
29 avril 2016. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL relatif à la prévention des blessures par objets tranchants dans le secteur hospitalier et dans le secteur sanitaire (<i>Mémorial A n° 90, 13 mai 2016</i>)	844

Conventions OIT

21 juin 2001. – CONVENTION n° 184 concernant la sécurité et la santé dans l'agriculture (<i>Mon. 12 septembre 2018</i>)	846
22 juin 1995. – CONVENTION n° 176 concernant la sécurité et la santé dans les mines	849
20 juin 1988. – CONVENTION n° 167 concernant la sécurité et la santé dans la construction	852

Expositions spécifiques**Règlements grand-ducaux**

26 juillet 2010. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL 1. relatif aux prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des salariés aux risques dus aux agents physiques (rayonnements optiques artificiels et rayonnement solaire) 2. portant modification du règlement grand-ducal modifié du 17 juin 1997 concernant la périodicité des examens médicaux en matière de médecine du travail (<i>Mémorial A n° 131, 12 août 2010</i>) ..	859
---	-----

6 février 2007. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL 1. concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (bruit) 2. portant modification du règlement grand-ducal du 17 juin 1997 concernant la périodicité des examens médicaux en matière de médecine du travail (<i>Mémorial A n° 23, 2 mars 2007</i>).....	870	24 juin 1986. – CONVENTION n° 162 concernant la sécurité dans l'utilisation de l'amiante.....	938
6 février 2007. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL 1. concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (vibrations) 2. portant modification du règlement grand-ducal du 17 juin 1997 concernant la périodicité des examens médicaux en matière de médecine du travail (<i>Mémorial A n° 23, 2 mars 2007</i>)....	874	20 juin 1977. – CONVENTION n° 148 concernant la protection des travailleurs contre les risques professionnels dus à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations sur les lieux de travail, adoptée à Genève.....	942
4 novembre 1994. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents biologiques au travail (<i>Mémorial A n° 96, 17 novembre 1994</i>).....	878	24 juin 1974. – CONVENTION n° 139 concernant la prévention et le contrôle des risques professionnels causés par les substances et agents cancérigènes.....	944
4 novembre 1994. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives au travail sur les équipements à écran de visualisation (<i>Mémorial A n° 96, 17 novembre 1994</i>)...	892	23 juin 1971. – CONVENTION n° 136 concernant la protection contre les risques d'intoxication dus au benzène.....	945
15 juillet 1988. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail (<i>Mémorial A n° 40, 30 juillet 1988</i>).....	894	22 juin 1960. – CONVENTION n° 115 concernant la protection des travailleurs contre les radiations ionisantes.....	947
22 juillet 1982. – LOI concernant la protection sanitaire des travailleurs exposés au chlorure de vinyle monomère (<i>Mémorial A n° 63, 6 août 1982</i>).....	902	19 novembre 1921. – CONVENTION n° 13 concernant l'emploi de la céruse dans la peinture.....	949
24 août 1968. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL relatif aux prescriptions de sécurité pour les pistolets de scellement, les cartouches et les pointes (<i>Mémorial A n° 45, 13 septembre 1968</i>).....	903	Manutention de charges	
29 mars 1939. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL réglementant l'usage des essences dites «d'autos» pour les besoins industriels (<i>Mémorial A n° 24, 1^{er} avril 1939</i>)....	905	4 novembre 1994. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à la manutention manuelle de charges comportant des risques, notamment dorso-lombaires, pour les travailleurs (<i>Mémorial A n° 96, 17 novembre 1994</i>).....	951
3 août 1907. – LOI relative aux matières inflammables à teneur de phosphore blanc (jaune) (<i>Mémorial A n° 42, 10 août 1907</i>).....	906	28 juin 1967. – CONVENTION n° 127 concernant le poids maximum des charges pouvant être transportées par un seul travailleur.....	952
14 novembre 2016. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant la protection de la sécurité et de la santé des salariés contre les risques liés à des agents chimiques sur le lieu de travail (<i>Mémorial A n° 235, 23 novembre 2016; Rect. Mémorial A n° 240, 1^{er} décembre 2016; Rect. Mémorial A n° 247, 8 mars 2017</i>).....	906	24 février 1931. – LOI portant approbation des Conventions qui ont été adoptées par la Conférence internationale du Travail au cours de sa douzième session (30 mai-21 juin 1929) (<i>Mémorial A n° 11, 28 février 1931</i>).....	953
14 novembre 2016. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant la protection des salariés contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérigènes ou mutagènes au travail (<i>Mémorial A n° 235, 23 novembre 2016; Rect. Mémorial A n° 248, 8 mars 2017</i>).....	914	21 juin 1929. – CONVENTION n° 27 concernant l'indication du poids sur les gros colis transportés par bateau.....	954
17 mai 2017. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des salariés aux risques dus aux agents physiques (champs électromagnétiques) (<i>Mémorial A n° 498, 22 mai 2017</i>).....	919	27 avril 1932. – CONVENTION n° 32 concernant la protection des travailleurs occupés au chargement et au déchargement des bateaux contre les accidents (révisée).....	954
1 ^{er} août 2019. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL relatif à la radioprotection. (<i>Mémorial A n° 528, 5 août 2019</i>)..	929	Intervenants	
Conventions OIT		Travailleurs désignés	
25 juin 1990. – CONVENTION n° 170 concernant la sécurité dans l'utilisation des produits chimiques au travail...	935	9 juin 2006. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL – déterminant le nombre suffisant des travailleurs désignés – catégorisant les entreprises dans lesquelles l'employeur peut assumer lui-même la fonction de travailleur désigné – relatif aux capacités des travailleurs désignés – relatif à la formation des travailleurs désignés (<i>Mémorial A n° 102, 14 juin 2006</i>).....	960
		18 juillet 2007. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL déterminant les programmes des différents cycles de formation pour travailleurs désignés tels que prévus par l'article 7 du règlement grand-ducal du 9 juin 2006 relatif à la formation des travailleurs désignés (<i>Mémorial A n° 160, 24 août 2007</i>).....	965
		Délégués à la sécurité	
		27 septembre 2004. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant la fixation des modalités de formation des délégués à la sécurité (<i>Mémorial A n° 172, 22 octobre 2004</i>).....	977

Coordinateurs de sécurité et de santé

- 9 juin 2006. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL – concernant la formation appropriée par rapport aux activités de coordination de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles; – déterminant les modalités d'octroi de l'agrément en matière de coordination de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles (*Mémorial A n° 103, 14 juin 2006*) 978
- 23 juillet 2018. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL déterminant les programmes de formation pour coordinateurs de sécurité et de santé tels que prévus par l'article 2 du règlement grand-ducal du 9 juin 2006 relatif à la formation appropriée par rapport aux activités de coordination de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles. (*Mémorial B n° 2189, 21 août 2018*) 981

Service volontaire des jeunes

- 31 octobre 2007. – LOI sur le service volontaire des jeunes, modifiant 1. le Code des assurances sociales, 2. la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des prestations familiales et abrogeant la loi du 28 janvier 1999 concernant le service volontaire (*Mémorial A n° 123, 16 juin 2011*) 989
- 18 décembre 2007. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL relatif à 1° la participation de l'État aux dépenses occasionnées par l'accueil ou l'envoi d'un volontaire, 2° la composition et les modalités de fonctionnement de la Commission d'Accompagnement (*Mémorial A n° 2, 11 janvier 2008*) 991

Télétravail

- 31 juillet 2006. – CODE du travail (*Mémorial A n° 149, 29 août 2006*) 993
- 15 mars 2016. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant déclaration d'obligation générale d'une convention relative au régime juridique du télétravail conclue entre l'Union des Entreprises Luxembourgeoises, d'une part et les syndicats OGB-L et LCGB, d'autre part. (*Mémorial A n° 45, 23 mars 2016*) 993
- 22 janvier 2021. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant déclaration d'obligation générale de la convention du 20 octobre 2020 relative au régime juridique du télétravail (*Mémorial A n° 76, 29 janvier 2021*) 996

Travail à temps partiel

- 24 juin 1994. – CONVENTION n° 175 concernant le travail à temps partiel, adoptée à Genève par la Conférence internationale du Travail lors de sa 81^{er} session 1000

Travail des enfants et âge minimum

- 12 décembre 2007. – CHARTE des droits fondamentaux de l'Union européenne (*J.O. C 303, 14 décembre 2007*) 1002
- 26 juin 1973. – CONVENTION n° 138 concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi 1002
- 17 juin 1999. – CONVENTION n° 182 concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination 1005
- 28 novembre 1919. – CONVENTION n° 6 concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie. 1006
- 10 juillet 1948. – CONVENTION n° 90 concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie (révisée) . . . 1007

Travail intérimaire

- 10 juin 2014. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant déclaration d'obligation générale de la convention collective de travail du 28 mars 2014 applicable aux travailleurs intérimaires des entreprises de travail intérimaire, conclue entre la Fedil Employment Services (FES), d'une part et les syndicats OGB-L et LCGB, d'autre part. (*Mémorial A n° 103, 17 juin 2014*) 1011
- 10 juin 2014. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant déclaration d'obligation générale de la convention collective de travail du 28 mars 2014 applicable aux salariés permanents des entreprises de travail intérimaire, conclue entre la Fedil Employment Services (FES), d'une part et les syndicats OGB-L et LCGB, d'autre part. (*Mémorial A n° 103, 17 juin 2014*) 1011
- 14 décembre 1994. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant application des dispositions de l'article 2 de la loi du 19 mai 1994 portant réglementation du travail intérimaire et du prêt temporaire de main-d'œuvre (*Mémorial A n° 116, 24 décembre 1994*) 1011

Travail pénitencier et travaux d'intérêt général

- 24 mars 1989. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires (*Mémorial A n° 17, 3 avril 1989*) . 1014
- 16 juin 1879. – CODE pénal. 1017
- 9 décembre 1808. – CODE «de procédure pénale» (*Loi du 8 mars 2017*) 1017
- 20 septembre 1994. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL relatif au travail d'intérêt général (*Mémorial A n° 90, 7 octobre 1994*) 1018
- 1^{er} septembre 1988. – LOI relative à la responsabilité civile de l'État et des collectivités publiques (*Mémorial A n° 51, 26 septembre 1988*) 1018